

SERVICE PUBLIC FEDERAL
PERSONNEL ET ORGANISATION

F. 2003 — 2584

[2003/02046]

26 FEVRIER 2003. — Loi modifiant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale en vue d'aménager le statut et d'étendre les compétences de la Commission de la protection de la vie privée (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel*

Art. 2. L'article 23, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, modifié par la loi du 11 décembre 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Il est institué auprès de la Chambre des représentants une Commission de la protection de la vie privée, composée de membres désignés par la Chambre des représentants, parmi lesquels le président et le vice-président. »

Art. 3. A l'article 24 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. La Commission comprend huit membres effectifs dont au moins un magistrat qui en assume la présidence, et huit membres suppléants dont au moins un magistrat. »;

2° le § 3 est abrogé;

3° au § 4, alinéa 1^{er}, les mots « qui les a nommés » sont remplacés par les mots « des représentants »;

4° le § 4, alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres doivent offrir toutes les garanties leur permettant d'exercer leur mission avec indépendance et être parfaitement compétents dans le domaine de la protection des données. »

Art. 4. A l'article 26 de la même loi, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« Il est détaché de droit par sa juridiction. Il assume la gestion quotidienne de la Commission, dirige le secrétariat, préside les réunions de la Commission en ses différentes formations ou délègue un autre membre à cette fin et la représente. Il fait périodiquement rapport devant la Commission réunie en séance administrative. »;

2° il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Le président est assisté dans ses fonctions par un vice-président, désigné par la Chambre des représentants parmi les membres effectifs visés à l'article 24, § 1^{er}, appartenant au groupe linguistique autre que celui du président. Le vice-président exerce ses fonctions à temps plein, les dispositions du § 1^{er}, alinéas 2 et 4 lui sont applicables.

Le § 1^{er}, alinéas 3 et 5 est applicable au vice-président s'il est magistrat.

En cas d'empêchement du président, le vice-président assure ses fonctions. »

Art. 5. A l'article 27, alinéa 1^{er} de la même loi, la phrase liminaire est remplacée comme suit :

« Avant leur entrée en fonction, le président, le vice-président, les autres membres effectifs et les membres suppléants prêtent entre les mains du président de la Chambre des représentants le serment suivant : ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
PERSONEEL EN ORGANISATIE

N. 2003 — 2584

[2003/02046]

26 FEBRUARI 2003. — Wet tot wijziging van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en tot uitbreiding van haar bevoegdheden (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens*

Art. 2. Artikel 23, eerste lid, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, gewijzigd bij de wet van 11 december 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bij de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt een Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ingesteld, die samengesteld is uit leden die worden aangewezen door de Kamer van volksvertegenwoordigers, onder wie de voorzitter en de ondervoorzitter. »

Art. 3. In artikel 24 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De Commissie bestaat uit acht vaste leden, onder wie ten minste één magistraat die het voorzitterschap waarneemt, en acht plaatsvervangende leden, onder wie ten minste één magistraat. »;

2° § 3 wordt opgeheven;

3° in § 4, eerste lid, worden de woorden « die hen heeft aangewezen, » vervangen door de woorden « van volksvertegenwoordigers »;

4° § 4, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De leden moeten alle waarborgen bieden met het oog op een onafhankelijke uitoefening van hun opdracht alsmede volkomen deskundig zijn op het stuk van de bescherming van gegevens. »

Art. 4. In artikel 26 van dezelfde wet, waarvan de huidige tekst § 1 zal zijn, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« Hij wordt van rechtswege gedetacheerd door zijn rechtscollege. Hij is belast met het dagelijks beheer van de Commissie, leidt het secretariaat, zit de vergaderingen van de Commissie in haar verschillende afdelingen voor of machtigt daartoe een ander lid en vertegenwoordigt de Commissie. Hij brengt geregeld verslag uit aan de in bestuursvergadering verenigde Commissie. »;

2° er wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De voorzitter wordt in zijn functies bijgestaan door een ondervoorzitter, die door de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt aangewezen uit de in artikel 24, § 1, bedoelde vaste leden en die tot een andere taalgroep behoort dan de voorzitter. De ondervoorzitter oefent zijn ambt voltijds uit en de bepalingen van § 1, tweede en vierde lid, zijn op hem van toepassing.

Paragraaf 1, derde en vijfde lid, is van toepassing op de ondervoorzitter als die magistraat is.

Ingeval de voorzitter verhinderd is, neemt de ondervoorzitter zijn taak over. »

Art. 5. In artikel 27, eerste lid, van dezelfde wet, wordt de inleidende volzin vervangen door de volgende bepaling :

« Alvorens hun ambt te aanvaarden, leggen de voorzitter, de ondervoorzitter, de andere vaste leden en de plaatsvervangende leden in handen van de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers de volgende eed af : ».

Art. 6. Un article 31bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 31bis. § 1^{er}. La loi institue au sein de la Commission des comités sectoriels compétents pour instruire et statuer sur des demandes relatives au traitement ou à la communication de données faisant l'objet de législations particulières, dans les limites déterminées par celle-ci.

§ 2. Sans préjudice de l'article 37 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale, chaque comité sectoriel est composé de trois membres de la Commission, effectifs ou suppléants, dont le président ou un membre désigné en qualité de président par la commission ainsi que de trois membres externes désignés par la Chambre des représentants conformément aux conditions et modalités prévues par ou en vertu de la législation particulière qui régit le comité concerné. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Le fonctionnaire dirigeant de l'institution de gestion du secteur concerné peut être invité aux réunions du comité avec voix consultative.

§ 3. Les demandes relatives au traitement ou à la communication de données réglementées par une législation particulière, introduites auprès de la Commission, sont transmises par celle-ci au comité sectoriel compétent s'il a été constitué ainsi qu'à l'institution de gestion du secteur concerné; celle-ci transmet au comité un avis technique et juridique endéans les quinze jours et pour autant que le dossier soit en état. Le comité statue, sous la même réserve, endéans les trente jours de la réception de cet avis ou, le cas échéant, de l'expiration du délai de quinze jours précité; à défaut, sa décision est réputée conforme à l'avis technique et juridique précité.

Si une demande visée à l'alinéa précédent doit être traitée, pour raisons urgentes, dans un délai plus court que celui fixé à cet alinéa, le président communique, le plus rapidement possible, la demande, l'avis juridique et technique et le projet de décision aux membres, lesquels sont invités à communiquer au président, dans le délai qu'il détermine, leur position quant au projet de décision.

Le projet de décision ne devient définitif que si aucun membre ne fait connaître, dans le délai prescrit par le président, son désaccord avec les éléments essentiels de ce projet. Si les circonstances le justifient, le président organise une réunion extraordinaire du comité sectoriel. Le président apprécie, en concertation avec le fonctionnaire dirigeant de l'institution concernée, l'existence de raisons urgentes de nature à justifier l'application des deux alinéas précédents. Sans préjudice de l'article 44 de la loi précitée du 15 janvier 1990, le président du comité peut décider de suspendre l'examen d'un dossier afin de le soumettre à la Commission qui rend sa décision dans le délai d'un mois.

§ 4. Hors le cas où elle est assumée par le président ou le vice-président de la Commission, la présidence d'une section donne droit à un double jeton de présence.

§ 5. Sans préjudice de l'article 41 de la loi précitée du 15 janvier 1990, les Comités sectoriels sont établis et se réunissent au siège de la Commission, sauf si l'institution de gestion concernée demande que le comité sectoriel dont elle relève soit établi et se réunisse auprès d'elle.

La Commission peut accéder à cette demande, pour autant que l'institution de gestion mette préalablement à la disposition du président du comité sectoriel les bureaux et moyens bureaucratiques nécessaires au fonctionnement dudit comité et à sa présidence, un secrétaire que le président choisit en concertation avec le fonctionnaire dirigeant de l'institution concernée ainsi que du personnel spécialisé, notamment des juristes et des informaticiens, dans la mesure requise par la réalisation des missions du comité sectoriel. Le président du comité sectoriel a la responsabilité fonctionnelle de ce personnel en ce qui concerne les tâches qu'il assume pour ce comité. »

Art. 7. L'article 34, alinéa 1^{er} de la même loi est remplacé par les alinéas suivants :

« La Chambre des représentants fixe annuellement, sur proposition de la Commission, le budget de celle-ci, qui est inscrit au budget des dotations.

La Commission joint à sa proposition de budget un plan d'administration succinct, dont elle détermine, sans préjudice des observations de la Chambre des représentants, l'objet et la forme; le rapport d'activité

Art. 6. In dezelfde wet wordt een artikel 31bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 31bis. § 1. De wet richt binnen de Commissie sectorale comités op die bevoegd zijn om aanvragen met betrekking tot de verwerking of de mededeling van gegevens waarvoor bijzondere wetgevingen gelden te onderzoeken en er uitspraak over te doen binnen de door de wet vastgestelde perken.

§ 2. Onverminderd artikel 37 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisaties van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, is elk sectoraal comité samengesteld uit drie vaste of plaatsvervangende leden van de Commissie, onder die de voorzitter of een door de Commissie als voorzitter aangewezen lid, alsmede drie externe leden die worden aangewezen door de Kamer van volksvertegenwoordigers overeenkomstig de voorwaarden en de nadere regels die zijn bepaald in of krachtens de bijzondere wetgeving tot regeling van het betrokken comité. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

De leidend ambtenaar van de beheersinstelling van de betrokken sector kan met raadgevende stem uitgenodigd worden aan de vergaderingen van het comité.

§ 3. De Commissie zendt de bij haar ingediende aanvragen betreffende de verwerking of de mededeling van gegevens die door een bijzondere wetgeving worden gereguleerd, over aan het bevoegd sectoraal comité indien het werd samengesteld en aan de beheersinstelling van de betrokken sector. Die zendt binnen vijftien dagen na de ontvangst van de aanvraag en voor zover het dossier in gereedheid is, aan het comité een technisch en juridisch advies over. Onder hetzelfde voorbehoud doet het comité uitspraak binnen dertig dagen na de ontvangst van dat advies of, in voorkomend geval, nadat de voormelde termijn van vijftien dagen verstreken is. Zo niet, wordt zijn uitspraak geacht overeen te stemmen met het technisch en juridisch advies.

Indien een aanvraag als bedoeld in het vorige lid om dringende reden moet worden behandeld en binnen een termijn die korter is dan die welke in dat lid is bepaald, deelt de voorzitter de aanvraag, het juridische en technische advies en het ontwerpbesluit zo spoedig mogelijk mee aan de leden, die worden verzocht hun standpunt over het ontwerpbesluit aan de voorzitter kenbaar te maken binnen de door hem gestelde termijn.

Het ontwerpbesluit wordt pas definitief wanneer geen enkel lid, binnen de door de voorzitter gestelde termijn, laat weten dat hij het niet eens is met de essentiële elementen van dat ontwerp. Indien nodig, organiseert de voorzitter een buitengewone vergadering van het sectoraal comité. In overleg met de leidend ambtenaar van de betrokken instelling gaat de voorzitter na of er dringende redenen bestaan die de toepassing van de twee vorige leden verantwoorden. Onverminderd artikel 44 van voornoemde wet van 15 januari 1990, kan de voorzitter van het comité het onderzoek van een dossier opschorten om het aan de Commissie te overhandigen die binnen een maand uitspraak doet.

§ 4. Het voorzitterschap van een afdeling geeft recht op dubbel presentiegeld, behalve indien het wordt waargenomen door de voorzitter of de ondervoorzitter van de Commissie.

§ 5. Onverminderd artikel 41 van voormelde wet van 15 januari 1990 worden de sectorale comités ingesteld en vergaderingen zij op de zetel van de Commissie, behalve indien de betrokken beheersinstelling vraagt dat het comité waaronder zij valt, bij haar wordt ingesteld en vergadert.

De Commissie kan dat verzoek inwilligen, op voorwaarde dat de beheersinstelling de voorzitter van het sectoraal comité vooraf de kantoren en kantooruitrusting ter beschikking stelt die nodig zijn voor de werking van het comité en zijn voorzitterschap, alsook een secretaris die wordt gekozen door de voorzitter in overleg met de leidend ambtenaar van de betrokken instelling, en gespecialiseerd personeel, met name juristen en informatici, voorzover daar nood aan is om de taken van het sectoraal comité tot een goed einde te brengen. De voorzitter van het sectoraal comité draagt de functionele verantwoordelijkheid over dat personeel wat de opdrachten betreft die het voor dit comité uitvoert. »

Art. 7. Artikel 34, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende leden :

« De Kamer van volksvertegenwoordigers bepaalt jaarlijks, op voorstel van de Commissie, haar begroting, die wordt opgenomen in de begroting van de dotaties.

De Commissie voegt bij haar begrotingsvoorstel een bondig bestuursplan waarvan zij, onverminderd de opmerkingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de inhoud en de vorm bepaalt; het in

annuel visé à l'article 32, § 2, alinéa 2, comprend un volet décrivant le suivi réservé à ce plan. »

Art. 8. L'article 35 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 35. § 1^{er}. La Commission dispose d'un secrétariat, dont le cadre, le statut et le mode de recrutement sont déterminés par la Chambre des représentants, sur proposition de la Commission. Le cadre peut inclure, dans une mesure limitée et dûment justifiée, la possibilité d'engager du personnel contractuel à durée déterminée.

Sauf décision contraire de la Commission, nécessitée par le bon fonctionnement de ses services et fixée dans un règlement approuvé par la Chambre des représentants, le personnel du secrétariat est soumis aux règles légales et statutaires applicables aux agents définitifs de l'Etat.

§ 2. Les membres du personnel en fonction auprès de la Commission lors de l'entrée en vigueur de la loi du 26 février 2003 modifiant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale en vue d'aménager le statut et d'étendre les compétences de la Commission de la protection de la vie privée conservent leur fonction et statut jusqu'à l'adoption des mesures prises en exécution du § 1^{er}. A défaut d'être repris par la Commission lors des désignations opérées conformément aux mesures précitées, ces agents réintègrent de droit les services du Service public fédéral Justice, avec le statut qui lui est applicable. »

Art. 9. L'article 36, alinéa 2 de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le président suppléant, le vice-président suppléant et les membres effectifs ou suppléants ont droit à des jetons de présence d'un montant de EUR 223,18 (indice 1,2682). Ce montant est lié à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. ».

Art. 10. Dans la même loi est inséré un chapitre *VIIbis*, libellé comme suit :

« CHAPITRE *VIIbis*. — *Comités sectoriels*

Art. 36*bis*. Dans la Commission pour la protection de la vie privée est créé un comité sectoriel pour l'autorité fédérale au sens de l'article 31*bis*. Le Service public fédéral Technologie de l'Information et de la Communication est considéré comme l'institution de gestion visée à l'article 31*bis* pour le comité sectoriel pour l'autorité fédérale.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les conditions et les modalités auxquelles les trois membres externes du comité sectoriel pour l'autorité fédérale doivent satisfaire.

Sauf dans les cas fixés par le Roi, toute communication électronique de données personnelles par un service public fédéral ou par un organisme public avec personnalité juridique qui relève de l'autorité fédérale, exige une autorisation de principe de ce comité sectoriel à moins que la communication n'ait déjà fait l'objet d'une autorisation de principe d'un autre comité sectoriel créé au sein de la Commission pour la protection de la vie privée.

Avant d'octroyer son autorisation, le comité sectoriel pour l'autorité fédérale vérifie si la communication est conforme aux dispositions légales et réglementaires.

Les autorisations fournies par le comité sectoriel pour l'autorité fédérale sont publiques dès qu'elles sont définitives. Elles sont publiées sur le site Internet de la Commission pour la protection de la vie privée.

Le fonctionnaire dirigeant du service public fédéral concerné ou de l'organisme public avec personnalité juridique concerné qui relève de l'autorité fédérale, ou un collaborateur désigné par lui, peut participer avec voix consultative aux réunions du comité sectoriel pour l'autorité fédérale. »

artikel 32, § 2, tweede lid, bedoelde jaarlijkse verslag over haar werkzaamheden bevat een onderdeel waarin de opvolging van dat plan wordt omschreven. »

Art. 8. Artikel 35 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 35. § 1. De Commissie beschikt over een secretariaat, waarvan de personeelsformatie, het statuut en de wijze van aanwerving bepaald worden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, op voorstel van de Commissie. De personeelsformatie kan, in beperkte en behoorlijk verantwoorde mate, voorzien in de mogelijkheid om werknemers met een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur in dienst te nemen.

Behalve indien de Commissie er ter wille van de goede werking van haar diensten er in een door de Kamer van volksvertegenwoordigers goedgekeurde verordening anders over beslist, is het personeel van het secretariaat onderworpen aan de wettelijke en statutaire bepalingen die gelden voor de vaste Rijksambtenaren.

§ 2. De personeelsleden die op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet van 26 februari 2003 tot wijziging van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid tot aanpassing van het statuut van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en tot uitbreiding van haar bevoegdheden in dienst zijn bij de Commissie behouden hun functie en hun statuut totdat de met toepassing van § 1 genomen maatregelen zijn goedgekeurd. Indien die ambtenaren ter gelegenheid van de aanwijzingen die overeenkomstig de voormelde maatregelen worden gedaan niet worden overgenomen, keren ze van rechtswege terug naar de diensten van de Federale Overheidsdienst Justitie, met het statuut dat daarop van toepassing is. »

Art. 9. Artikel 36, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De plaatsvervangend voorzitter, de plaatsvervangend ondervoorzitter en de vaste of plaatsvervangende leden hebben recht op presentiegeld voor een bedrag van EUR 223,18 (indexcijfer 1,2682). Dat bedrag is gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijs.

Art. 10. In dezelfde wet wordt een Hoofdstuk *VIIbis* ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK *VIIbis*. — *Sectorale comités*

Art. 36*bis*. Binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wordt een sectoraal comité voor de federale overheid opgericht, in de zin van artikel 31*bis*. De Federale Overheidsdienst Informatie- en Communicatietechnologie wordt voor het sectoraal comité voor de federale overheid beschouwd als de beheersinstelling bedoeld in artikel 31*bis*.

De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de voorwaarden en de nadere regels waaraan de drie externe leden van het sectoraal comité voor de federale overheid moeten voldoen.

Behalve in de door de Koning bepaalde gevallen, vereist elke elektronische mededeling van persoonsgegevens door een federale overheidsdienst of door een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid die onder de federale overheid ressorteert een principiële machtiging van dit sectoraal comité, tenzij de mededeling reeds onderworpen is aan een principiële machtiging van een andere sectoraal comité opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Vooraleer het zijn machtiging verleent, gaat het sectoraal comité voor de federale overheid na of de mededeling in overeenstemming is met de wettelijke en reglementaire bepalingen.

De machtigingen verstrekt door het sectoraal comité voor de federale overheid zijn zodra zij definitief zijn, openbaar. Zij worden gepubliceerd op de website van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De leidend ambtenaar van de betrokken federale overheidsdienst of van de betrokken openbare instelling met rechtspersoonlijkheid die onder de federale overheid ressorteert, of een door hem aangewezen medewerker, kan met raadgevende stem deelnemen aan de vergaderingen van het sectoraal comité voor de federale overheid. »

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale*

Art. 11. A l'article 2, alinéa 1^{er} de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale, modifié par les lois du 29 avril 1996, du 25 juin 1997, du 25 janvier 1999 et du 12 août 2000, est inséré un 10°, rédigé comme suit :

« 10° « comité sectoriel de la sécurité sociale » : le comité sectoriel de la sécurité sociale institué au sein de la Commission de la protection de la vie privée. ».

Art. 12. L'intitulé du chapitre VI de la même loi est remplacé comme suit :

« CHAPITRE VI. — *Du Comité sectoriel de la sécurité sociale* ».

Art. 13. Dans le chapitre VI de la même loi, les sections 1^{re} et 2, qui comprennent les articles 37 à 45, sont remplacées par ce qui suit :

« *Section 1^{re}.* — De la création et de la composition du Comité

Art. 37. Il est institué au sein de la Commission de la protection de la vie privée, visée à l'article 23 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, un comité sectoriel de la sécurité sociale, qui est composé, par dérogation à l'article 31bis, § 2, alinéa 1^{er} de la loi précitée du 8 décembre 1992 :

1° du président de la Commission, ou d'un membre désigné par la Commission parmi ses membres, chargé de la présidence du comité;

2° d'un membre désigné par la Commission parmi ses membres;

3° d'un membre externe ayant la qualité de docteur ou de licencié en droit;

4° d'un membre externe ayant la qualité d'expert en informatique;

5° d'un membre externe ayant la qualité de médecin.

Section 2. — De la nomination et du statut des membres

Art. 38. Les membres externes visés à l'article 37, 3°, 4° et 5°, sont nommés, pour un terme de six ans renouvelable, par la Chambre des représentants, sur une liste de deux candidats présentés par le Conseil des Ministres pour chacun des mandats à pourvoir. Ils peuvent être déchargés de leur mission par la Chambre des représentants.

Trois membres externes suppléants sont élus selon les mêmes modalités. Ils remplacent les membres externes effectifs en cas d'empêchement ou d'absence ou dans l'attente de leur remplacement visé à l'alinéa 3.

Lorsque le mandat d'un membre externe prend fin avant son terme, il est pourvu dans les trois mois au remplacement du titulaire effectif ou suppléant. Le nouveau membre externe achève le mandat de celui qu'il remplace.

Le président du comité sectoriel de la sécurité sociale et le membre visé à l'article 37, 2° sont désignés pour le même terme de six ans renouvelable.

Art. 39. § 1^{er}. Pour être élu membre externe effectif ou suppléant du comité sectoriel de la sécurité sociale et le rester, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

1° être Belge;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° ne pas relever du pouvoir hiérarchique d'un ministre et être indépendant des institutions de sécurité sociale et des organisations représentées au sein du Comité de gestion de la Banque-carrefour;

4° ne pas être membre du Parlement européen ou d'une chambre législative fédérale, ni d'un Conseil de communauté ou régional.

§ 2. Les conditions visées au § 1^{er} sont intégralement applicables au président du comité sectoriel de la sécurité sociale et au membre visé à l'article 37, 2°.

Art. 40. Les articles 24, § 6, 27 et 36, alinéas 2 et 3, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel sont applicables aux membres externes effectifs et suppléants du comité sectoriel de la sécurité sociale.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid*

Art. 11. In artikel 2, eerste lid, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, gewijzigd bij de wetten van 29 april 1996, 25 juni 1997, 25 januari 1999 en 12 augustus 2000, wordt een 10° ingevoegd, luidende als volgt :

« 10° « sectoraal comité van de sociale zekerheid » : het sectoraal comité van de sociale zekerheid ingesteld binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. ».

Art. 12. Het opschrift van hoofdstuk VI van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK VI. — *Het sectoraal comité van de sociale zekerheid* ».

Art. 13. In hoofdstuk VI van dezelfde wet worden de afdelingen 1 en 2, die artikelen 37 tot 45 bevatten, vervangen door de volgende bepalingen :

« *Afdeling 1.* — Oprichting en samenstelling van het Comité

Art. 37. Binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, bedoeld in artikel 23 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, wordt een sectoraal comité van de sociale zekerheid opgericht, dat, in afwijking van artikel 31bis, § 2, eerste lid, van de hogervermelde wet van 8 december 1992, bestaat uit :

1° de voorzitter van de Commissie, of een door de Commissie onder haar leden aangewezen lid, aan wie het voorzitterschap van het comité is opgedragen;

2° een door de Commissie onder haar leden aangewezen lid;

3° een extern lid met de hoedanigheid van doctor of licentiaat in de rechten;

4° een extern lid met de hoedanigheid van deskundige op het vlak van de informatica;

5° een extern lid met de hoedanigheid van arts.

Afdeling 2. — Benoeming en statuut van de leden

Art. 38. De externe leden bedoeld in artikel 37, 3°, 4° en 5°, worden voor een hernieuwbare termijn van zes jaar benoemd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, uit een dubbeltal dat door de Minister-raad voor elk van de vacante mandaten wordt voorgedragen. Ze kunnen van hun opdracht worden ontheven door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Onder dezelfde voorwaarden worden drie plaatsvervangende externe leden benoemd. Ze vervangen de werkende externe leden indien deze verhinderd of afwezig zijn, of in afwachting hun vervanging bedoeld in het derde lid.

Wanneer het mandaat van een extern lid een einde neemt vóór de vastgestelde datum, wordt binnen drie maanden in de vervanging van de werkende of plaatsvervangende titularis voorzien. Het nieuw extern lid voleindigt het mandaat van degene die hij vervangt.

De voorzitter van het sectoraal comité van de sociale zekerheid en het lid bedoeld in artikel 37, 2°, worden aangewezen voor dezelfde hernieuwbare termijn van zes jaar.

Art. 39. § 1. Om tot werkend of plaatsvervangend extern lid van het sectoraal comité van de sociale zekerheid benoemd te kunnen worden en het te kunnen blijven, moeten de kandidaten aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° Belg zijn;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° niet onder het hiërarchisch gezag van een minister staan en onafhankelijk zijn van de instellingen van sociale zekerheid en van de organisaties die in het Beheerscomité van de Kruispuntbank vertegenwoordigd zijn;

4° geen lid zijn van het Europees Parlement of van een federale wetgevende kamer noch van een Gemeenschaps- of Gewestraad.

§ 2. De in § 1 bedoelde voorwaarden gelden onverkort voor de voorzitter van het sectoraal comité van de sociale zekerheid en het lid bedoeld in artikel 37, 2°.

Art. 40. De artikelen 24, § 6, 27 en 36, tweede en derde lid, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens zijn van toepassing op de werkende en plaatsvervangende externe leden van het sectoraal comité van de sociale zekerheid.

Section 2bis. — Du fonctionnement du Comité

Art. 41. Le comité sectoriel de la sécurité sociale est établi et tient ses réunions à la Banque-Carrefour, moyennant le respect des conditions décrites à l'article 31bis, § 5, aliéna 2, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

En cas d'empêchement ou d'absence du président ou au cas où il ne peut prendre part à la prise de décision au sein du comité sectoriel de la sécurité sociale à cause d'un conflit d'intérêts, sa fonction est exercée par le membre de la Commission visé à l'article 37, 2°. Lorsque le membre de la Commission, visé à l'article 37, 2° n'est pas disponible, les autres membres se répartissent les tâches de celui-ci, sous la direction du plus ancien d'entre eux ou, à l'égalité d'ancienneté, du plus âgé d'entre eux.

Art. 42. Conformément à l'article 31bis, § 3 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, la Banque-Carrefour est chargée de rédiger l'avis technique et juridique relatif à toute demande concernant le traitement ou la communication de données sociales à caractère personnel dont elle a reçu une copie de la part du comité sectoriel de la sécurité sociale ou de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 43. La Banque-Carrefour prend en charge les frais de fonctionnement du comité sectoriel de la sécurité sociale, à l'exception des indemnités et remboursements de frais alloués à ses membres, ceux-ci étant à charge de la Commission.

La présidence du comité sectoriel de la sécurité sociale est une mission à temps partiel à raison de 20 %. Le président exerce ses fonctions au siège du comité sectoriel selon un horaire de travail convenu de commun accord entre le président et l'administrateur général de la Banque-Carrefour.

Par dérogation à l'article 31bis, § 4 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, le président du comité sectoriel de la sécurité sociale a droit à une indemnité tenant lieu de traitement dont le montant est égal à 20 % du traitement et autres avantages qu'il recevrait s'il était conseiller à la cour d'appel. Ce droit n'est toutefois pas d'application lorsque la présidence du comité sectoriel de la sécurité sociale est assurée par le président ou le vice-président de la Commission de la protection de la vie privée, qui dans ce cas ont droit au double du jeton de présence visé à l'article 36, alinéa 2, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Art. 44. Le président du comité sectoriel de la sécurité sociale est chargé, en concertation avec le membre visé à l'article 37, 2°, de la coordination entre les activités du comité sectoriel de la sécurité sociale et celles de la Commission de la protection de la vie privée; il veille à la comptabilité des projets de décisions soumis au comité sectoriel avec les principes et les normes en matière de protection de la vie privée.

A cet effet, il peut décider d'ajourner un avis, une décision ou une recommandation et de soumettre au préalable la question à la Commission de la protection de la vie privée.

Lors d'une telle décision, la discussion du dossier au sein du comité sectoriel de la sécurité sociale est suspendue et le dossier est immédiatement porté à la connaissance de la Commission.

A dater de la réception du dossier, la Commission dispose d'un délai d'un mois pour communiquer son avis au comité sectoriel de la sécurité sociale. Si ce délai n'est pas respecté, le comité sectoriel de la sécurité sociale émet son avis, sa décision ou sa recommandation sans attendre l'avis de la Commission.

Le point de vue de la Commission est explicitement mentionné dans l'avis, la décision ou la recommandation du comité sectoriel de la sécurité sociale; le cas échéant, le comité sectoriel motive explicitement les raisons pour lesquelles le point de vue de la Commission n'a pas du tout ou n'a partiellement pas été suivi.

Art. 45. Le comité sectoriel de la sécurité sociale fixe son règlement d'ordre intérieur.

L'administrateur générale ou l'administrateur général adjoint de la Banque-Carrefour, ainsi que, le cas échéant, sur invitation du comité, le président du Comité général de Coordination, assistant, avec voix consultative, aux séances du comité sectoriel de la sécurité sociale. »

Afdeling 2bis. — Werking van het Comité

Art. 41. Het sectoraal comité van de sociale zekerheid is gevestigd en heeft zijn vergaderingen bij de Kruispuntbank, mits naleving van de voorwaarden beschreven in artikel 31bis, § 5, tweede lid, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Indien de voorzitter verhinderd of afwezig is of niet kan deelnemen aan de besluitvorming in het sectoraal comité van de sociale zekerheid wegens een belangenconflict, wordt zijn functie uitgeoefend door het lid van de Commissie, bedoeld in artikel 37, 2°. Indien het lid van de Commissie, bedoeld in artikel 37, 2°, niet beschikbaar is, verdelen de overige leden diens taken onder elkaar onder leiding van degene met de grootste anciënniteit of, bij gelijkheid van anciënniteit, van de oudste onder hen.

Art. 42. Overeenkomstig artikel 31bis, § 3, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verserking van persoonsgegevens staat de Kruispuntbank in voor het opstellen van een juridisch en technisch advies met betrekking tot elke aanvraag met betrekking tot de verwerking of de mededeling van sociale gegevens van persoonlijke aard waarvan haar door het sectoraal comité van de sociale zekerheid of door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer een afschrift werd bezorgd.

Art. 43. De Kruispuntbank draagt de werkingskosten van het sectoraal comité van de sociale zekerheid, met uitzondering van de aan zijn leden uitgekeerde vergoedingen en terugbetalingen van kosten, die ten laste van de Commissie zijn.

Het voorzitterschap van het sectoraal comité van de sociale zekerheid is een deeltijdse opdracht ten belope van 20 %. De voorzitter oefent zijn opdrachten uit op de zetel van het sectoraal comité volgens een arbeidsrooster afgesproken tussen de voorzitter en de administrateur-generaal van de Kruispuntbank.

In afwijking van artikel 31bis, § 4, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, heeft de voorzitter van het sectoraal comité van de sociale zekerheid recht op een vergoeding die als loon geldt en waarvan het bedrag gelijk is aan 20 % van de wedde en de andere voordelen die hij zou ontvangen mocht hij raadsheer bij het hof van beroep zijn. Dit recht geldt evenwel niet indien het voorzitterschap van het sectoraal comité van de sociale zekerheid wordt waargenomen door de voorzitter of de ondervoorzitter van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, die in dat geval recht hebben op het dubbele van het presentiegeld bedoeld in artikel 36, tweede lid, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Art. 44. De voorzitter van het sectoraal comité van de sociale zekerheid zorgt, in overleg met het lid bedoeld in artikel 37, 2°, voor de coördinatie tussen de werkzaamheden van het sectoraal comité van de sociale zekerheid en die van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer; hij waakt over de verenigbaarheid van de aan het sectoraal comité voorgelegde ontwerpbesluiten met de beginselen en normen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Daartoe kan hij beslissen en advies, beslissing of aanbeveling uit te stellen en de kwestie eerst aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer voor te leggen.

Bij een dergelijke beslissing wordt de bespreking van het dossier in het sectoraal comité van de sociale zekerheid opgeschort en het dossier onverwijld aan de Commissie meegedeeld.

De Commissie beschikt over een termijn van één maand te rekenen vanaf de ontvangst van het dossier om haar advies aan het sectoraal comité van de sociale zekerheid mee te delen. Indien die termijn niet wordt nageleefd, verleent het sectoraal comité van de sociale zekerheid zijn advies, beslissing of aanbeveling zonder het advies van de Commissie af te wachten.

Het standpunt van de Commissie wordt uitdrukkelijk in het advies, de beslissing of de aanbeveling van het sectoraal comité van de sociale zekerheid opgenomen; in voorkomend geval geeft het sectoraal comité een uitdrukkelijke motivering van de redenen waarom het standpunt van de Commissie geheel of gedeeltelijk niet gevolgd wordt.

Art. 45. Het sectoraal comité van de sociale zekerheid stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

De administrateur-generaal of de adjunct-administrateur-generaal van de Kruispuntbank, en, in voorkomend geval, op uitnodiging van het comité, de voorzitter van het Algemeen Coördinatiecomité wonen de vergaderingen van het sectoraal comité van de sociale zekerheid met raadgevende stem bij. »

Art. 14. Dans les articles 5, 12, 15, 20, 24, 26, 28, 32, 46 à 50, 52, 56, 61 et 63 de la même loi, les mots « Comité de surveillance » sont chaque fois remplacés par les mots « comité sectoriel de la sécurité sociale ».

Art. 15. L'article 51, alinéa 1^{er} de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsque le comité sectoriel de la sécurité sociale formule une recommandation écrite, résout un problème ou tranche une contestation, il doit être informé de la suite qui a été réservée à son intervention. A défaut de réponse satisfaisante dans le délai fixé par le comité sectoriel de la sécurité sociale, il peut à tout moment rendre publique la recommandation et la décision. »

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 16. Le Roi est chargé de la coordination des textes légaux avec les dispositions de la présente loi.

Art. 17. § 1^{er}. Les articles 11 à 15 entrent en vigueur à l'expiration du mandat des membres actuels du Comité de surveillance de la Banque-carrefour de la sécurité sociale institué par la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale. Si cette entrée en vigueur précède le renouvellement de la composition actuelle de la Commission de la protection de la vie privée, la désignation par cette dernière du membre visé à l'article 37, 2^o, n'est valable que jusqu'au terme du mandat de la Commission qui l'a présenté.

Les autres dispositions entrent en vigueur à la date de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*, hormis en ce qu'elles prévoient et définissent le statut du vice-président, cet aspect desdites dispositions n'entrant en vigueur que lors du prochain renouvellement complet de la Commission.

§ 2. L'entrée en vigueur de la présente loi n'affecte pas la validité de la désignation des membres actuels de la Commission de la protection de la vie privée conformément aux dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel telles qu'elles étaient en vigueur lors de l'entrée en vigueur lors de la présente loi et pour le terme qu'elles prévoient.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre de la Fonction publique
et de la Modernisation de l'administration,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Proposition de loi n° 50-1940/1.

Session 2002-2003.

Amendements n° 50-1940/2-4. — Rapport n° 50-1940/5. — Texte adopté par la Commission n° 50-1940/6. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat n° 50-1940/7.

Compte rendu intégral : 16 janvier 2003.

Sénat :

Session 2002-2003.

Projet non évoqué n° 2-1430.

Art. 14. In de artikelen 5, 12, 15, 20, 24, 26, 28, 32, 46 tot 50, 52, 56, 61 en 63 van dezelfde wet wordt het woord « Toezichtsc comité » telkens vervangen door de woorden « sectoraal comité van de sociale zekerheid ».

Art. 15. Artikel 51, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Wanneer het sectoraal comité van de sociale zekerheid een schriftelijke aanbeveling formuleert, een probleem oplost of uitspraak doet over een betwisting, moet het in kennis worden gesteld van het gevolg dat aan zijn optreden wordt gegeven. Bij gebrek aan een bevredigend antwoord binnen de termijn die het sectoraal comité van de sociale zekerheid vaststelt kan het op elk ogenblik de aanbeveling en de beslissing openbaar maken. »

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 16. De Koning is belast met de coördinatie van de wetteksten met de bepalingen van deze wet.

Art. 17. § 1. De artikelen 11 tot 15 treden in werking bij het verstrijken van het mandaat van de huidige leden van het Toezichtsc comité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid ingesteld bij de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid. Indien deze inwerkingtreding voorafgaat aan de vernieuwing van de huidige samenstelling van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, geldt de aanwijzing door deze laatste van het lid bedoeld in artikel 37, 2^o, slechts tot het einde van het mandaat van de Commissie die hem heeft voorgedragen.

De overige bepalinge treden in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. De bepalingen in verband met de rechtspositie van de ondervoorzitter treden echter pas in werking bij de volgende volledige hernieuwing van de Commissie.

§ 2. De inwerkingtreding van deze wet doet geen afbreuk aan de geldigheid van de aanwijzing van de huidige leden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer overeenkomstig de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichten van de verwerking van persoonsgegevens zoals ze van kracht waren vóór de inwerkingtreding van deze wet en voor de termijn waarin die bepalingen voorzien.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 26 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Ambtenarenzaken
en Modernisering van de openbare besturen,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel geregeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp nr. 50-1940/1.

Zitting 2002-2003.

Amendementen nr. 50-1940/2-4. — Verslag nr. 50-1940/5. — Tekst aangenomen door de Commissie nr. 50-1940/6. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat nr. 50-1940/7.

Integraal verslag : 16 januari 2003.

Senaat :

Zitting 2002-2003.

Ontwerp niet geëvoceerd nr. 2-1430.